Déclaration à la presse de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la lutte contre le groupe terroriste Daech en Irak et en Syrie, à Paris le 20 octobre 2016.

2016-10-20

* Irak - Réunion de haut niveau pour la stabilisation de Mossoul

J'ai co-présidé ce matin avec mon homologue irakien, Ibrahim al-Jaafari, la réunion ministérielle pour la stabilisation de Mossoul. Je souhaite remercier l'ensemble des ministres et représentants des vingt-cinq pays et organisations présents pour leur mobilisation alors que la bataille de Mossoul vient d'être lancée. Mon collègue, Ibrahim al-Jaafari, a donné des informations sur l'avancée de cette bataille. Cette bataille, il faut la gagner, car c'est une bataille contre Daech, contre le terrorisme. Nous sommes conscients que les défis sont considérables, et que nous avons la responsabilité de les relever collectivement, aux côtés, bien sûr, de l'Irak, en respectant pleinement son indépendance et sa souveraineté.

La bataille de Mossoul est décisive. Elle est décisive sur le plan militaire, car elle frappe Daech en son coeur, là où il a cru pouvoir constituer le coeur de son sanctuaire en Irak. La bataille doit permettre l'élimination de la menace que représente Daech pour tous nos pays, pour l'Irak d'abord, pour les pays de la région, mais aussi pour nous, Français et Européens. Grâce au courage et au sacrifice des forces irakiennes, appuyées par la coalition internationale, cette bataille de Mossoul, nous en sommes convaincus, sera gagnée.

La bataille de Mossoul est décisive sur le plan idéologique et symbolique, en frappant l'organisation là où elle a auto-proclamé, il y a plus de deux ans, l'instauration d'un califat de la terreur.

Cette bataille, enfin, est décisive pour l'Irak. Car l'enjeu de la bataille de Mossoul, c'est de redonner l'espoir aux populations irakiennes de pouvoir regagner leurs foyers, pour ceux qui ont été obligés de se déplacer, et d'y vivre en paix et en sécurité. C'est, en préparant dès à présent les conditions de leur retour, en travaillant à prévenir toute résurgence de l'extrémisme et du terrorisme, que nous réussirons pleinement la bataille de Mossoul.

Car l'avenir de l'Irak se joue en partie à Mossoul, dans ce creuset de la diversité.

À Mossoul comme dans le reste de l'Irak, l'avènement d'une solution politique inclusive est la seule voie possible et durable vers la paix et la stabilité. À cet égard, je veux féliciter la détermination des autorités irakiennes à engager les réformes qui sont indispensables pour restaurer la confiance des différentes composantes de la population irakienne et oeuvrer durablement à la réconciliation nationale.

La réunion d'aujourd'hui a été l'occasion d'apporter notre soutien, qui est clair, au gouvernement irakien pour traiter collectivement trois priorités :

(i) la protection des populations civiles, aujourd'hui piégées par Daech à Mossoul et dans les villages avoisinants. Les forces qui interviennent dans les opérations de libération de Mossoul doivent agir avec l'accord exprès des autorités irakiennes, dans le plein respect des droits de l'Homme et du droit humanitaire international.

(ii) la fourniture de toute l'aide et assistance humanitaires nécessaires aux habitants de la plaine de Ninive qui risquent de fuir massivement les opérations de Mossoul.

(iii) l'élaboration d'un plan de stabilisation efficace par les autorités irakiennes, le gouvernement régional kurde, et l'ensemble des parties prenantes locales ; la définition dès à présent d'une feuille de route pour la gouvernance de la ville et de sa région qui réponde aux aspirations de la population locale, dans le respect de l'unité de l'Irak, mais aussi de sa diversité.

Enfin, je voudrais saluer l'esprit de responsabilité qui a dominé nos échanges et la qualité des discussions. Cette réunion a marqué une solidarité nécessaire et un soutien indéfectible des partenaires de l'Irak pour la stabilisation de Mossoul, de sa région et plus largement de l'ensemble des zones libérées du joug de Daech. Nous savons que cette bataille est loin d'être terminée, car même si elle nous permet de progresser largement en Irak, il faudra la poursuivre partout, notamment en Syrie. Après Mossoul, il est évident qu'il faudra aussi préparer la même offensive, avec les mêmes perspectives, sur Raqqa.

Voilà l'essentiel pour résumer les travaux de cette réunion de haut niveau ouverte ce matin par le président de la République et par le Premier ministre al-Abadi, qui n'a pas pu se déplacer, et on le comprend en ce moment, en raison de la bataille de Mossoul. Ces deux messages, qui ont permis d'ouvrir cette réunion, sont des messages forts, qui ont mobilisé encore davantage tous les participants aujourd'hui.

Q - Concernant les propos du président de la République quant à la recherche de la paix en Irak.

R - La France est totalement engagée dans la coalition contre Daech. Comme vous le savez, en juillet dernier, nous avons participé à une réunion à Washington où nous étions tous ensemble avec les membres de cette coalition. Cette lutte doit être menée là où Daech à

commencer à prospérer. C'est le cas en Irak où, déjà 55% des territoires qui étaient contrôlés par Daech au plus fort de son expansion ont été reconquis. Nous savons que cette bataille n'est pas suffisante, c'est la raison pour laquelle la bataille de Mossoul est décisive. Elle devra être poursuivie, notamment en Syrie et en Libye.

Mais la bataille est aussi idéologique, c'est une bataille contre la déradicalisation, une bataille pour que ne prospère pas, dans nos sociétés démocratiques, ce poison du terrorisme et de la barbarie.

En même temps, c'est aussi une organisation mondiale que nous devons mettre sur pied de manière encore plus performante pour lutter contre le financement du terrorisme. Ce sont des décisions qui ont été prises notamment lors du dernier G20. Il y a une stratégie, il y a une volonté, mais surtout, ne baissons pas l'intensité de nos efforts car cette bataille n'est pas finie, cette bataille sera longue et nous la gagnerons.

Q - Ce matin, le président François Hollande a dit que la coalition, et la France en particulier ou entre autres, devrait être exemplaire dans la poursuite des djihadistes qui cherchent à fuir Mossoul, notamment en direction de Raqqa. Il a dit que c'était déjà la situation qui se présentait aujourd'hui. Existe-t-il, notamment du côté irakien, un plan précis, une stratégie pour éviter que Daech ne se reconstitue un peu plus loin ? Comment parvenir à filtrer les personnes qui vont fuir Mossoul, pour empêcher que se glissent parmi ces populations civiles, des gens qui semaient la terreur à Mossoul et qui la sèment encore aujourd'hui ?

R - Effectivement, il faut être extrêmement vigilant dans cette phase où la bataille va s'intensifier, où sans doute, des centaines de milliers de personnes vont fuir. C'est la raison pour laquelle le volet humanitaire de notre réunion était très important. J'ai évoqué la contribution très importante des Nations unies. Nous avons été très précis, nous avons évoqué les chiffres de près de 1,5 million de personnes qui pourraient être concernées, et peut-être un million qui tenteraient de fuir Mossoul. La question de l'accueil de ces populations dans des centres d'accueil où elles pourront être correctement traitées, sur le plan sanitaire en particulier, doit être précédée aussi d'opérations de contrôle. C'est ce qui est en train de se mettre en place de façon minutieusement préparée pour qu'effectivement, à des points de contrôle avant l'accueil dans les centres, soient données les réponses aux besoins d'urgence en matière alimentaire et sanitaire. Mais avant de les installer dans des lieux d'accueil, juste le temps que ces personnes puissent retourner chez elles, un contrôle sera fait pour éviter que se glissent parmi ces flux, des djihadistes qui voudraient s'échapper.

Des informations nous ont déjà été données qui indiquent que certains ont décidé de fuir. Tous ne le feront pas, certains resteront pour mener le combat dans des conditions extrêmement violentes et organisées.

Par ailleurs, se pose aussi la question de la suite : j'ai évoqué Raqqa tout à l'heure et ces sujets sont évoqués dans le cadre de la coalition internationale. Lorsque je me suis rendu à Washington, après Moscou, pour parler de la Syrie, nous avons évoqué Raqqa qui est une question essentielle. Sur cette question, une réponse doit être apportée pour que ne se reconstitue pas ou ne se renforce pas, là aussi, un centre de Daech qui continuera de déstabiliser ou de menacer cette région et qui continuera également de nous menacer.

Voilà l'enjeu et les questions qui sont devant nous et sur lesquelles nous devons aussi nous pencher. Les ministres de la défense vont se réunir le 25 octobre, à l'invitation de Jean-Yves le Drian - ainsi que nous l'avons fait ici avec les ministres des affaires étrangères - pour poursuivre l'examen et les réponses à toutes ces questions essentielles.

(...)

Q - Pour M. Ayrault : parmi les participants, on voit qu'il y a l'ambassade d'Iran aujourd'hui. Or, un peu plus tôt dans la semaine vous sembliez écarter la présence des Iraniens à cette conférence. Qu'est-ce qui a changé entretemps ?

R - Nous nous sommes concertés avec mon collègue Ibrahim et nous avons convenu qu'il était souhaitable d'avoir tout le monde et veiller à ce que tout le monde soit bien là et que tout le monde soit bien représenté et que l'un n'empêche pas l'autre de venir. C'est ce qui s'est passé. Cela a demandé un travail de préparation, d'échanges et de contacts. Et il était important que tout le monde soit là, donc l'Iran aussi. L'Iran est un des grands pays de la région qui est appelé aussi à jouer un rôle, à prendre ses responsabilités. Il était donc utile que tous soient là. C'est ce qui donne encore plus de force à cette réunion qui, je vous l'ai dit, sera suivie d'autres réunions, bien entendu. Nous n'allons pas tout régler aujourd'hui.

* Syrie - Réunion de haut niveau pour la stabilisation de Mossoul

(...)

Q - Après Mossoul, il y aura Raqqa. Souhaitez-vous coordonner cette attaque et avec qui ? À présent, nous sommes coordonnés avec le gouvernement irakien. Concernant les Syriens, avec qui souhaitez-vous une coordination, avec le régime, avec le gouvernement syrien, avec qui ?

R - On peut faire une réponse brève. Vous savez bien que nous sommes pour une solution politique en Syrie mais qu'aujourd'hui, les conditions d'une coalition politique ne sont pas réunies. Il faut respecter les résolutions du conseil de sécurité des Nations unies, notamment celles qui prévoient les étapes de transition pour permettre aussi de créer les conditions d'une paix durable en Syrie, avec la reconstruction de la Syrie. Aujourd'hui, tout cela est stoppé. Pour nous, c'est la seule possibilité de sortir de la crise syrienne.

Pourquoi sommes-nous arrêtés ? Parce qu'il n'y a plus de négociations à cause des bombardements sur Alep qui visent aussi les groupes syriens qui se sont révoltés contre le régime de Bachar al-Assad depuis le Printemps arabe et qui sont bombardés chaque jour. Je ne parle pas des groupes terroristes, je ne parle pas d'al-Nosra que nous combattons comme Daech. Il faut que ce soit clair et que l'on ne revienne pas sans cesse pour tenter de nous mettre en difficulté sur cette question. Que se passe-t-il à Alep ? Ce sont les populations civiles qui sont bombardées, ce sont les groupes de l'opposition modérées qui sont bombardés, al-Nosra ne représentant que 10% maximum de ceux qui sont là-bas.

Le préalable à la solution politique, c'est d'arrêter les bombardements et de permettre l'accès de l'aide humanitaire. C'est l'un des points qui est essentiel et que nous avons évidemment évoqué hier à Berlin et avec le président Hollande, le président Poutine et la chancelière Merkel. J'ai assisté à ces échanges fermes, clairs et déterminés. Le préalable à tout le reste, c'est l'arrêt des bombardements. Ensuite, tout sera possible mais c'est indispensable. Plutôt que de bombarder les populations civiles, il vaudrait mieux arrêter, reprendre un processus politique et se rassembler pour lutter contre Daech, y compris à Raqqa.

(...).

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 24 octobre 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/200860-declaration-la-presse-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-e